

4^{ème} partie

Synthèse et recommandations

Les trois analyses présentées ci avant ont montré la diversité des dynamiques de l'agriculture et de l'espace rural dans les différentes parties de la région et les liens qu'elles peuvent avoir, aussi bien avec les pressions de l'urbanisation qu'avec les caractéristiques structurelles et les facteurs internes à l'agriculture.

Ces mutations sont loin d'être achevées et impliquent une prise en compte particulière de chaque type d'espace pour parvenir à un développement équilibré de l'agglomération centrale, de ses périphéries rurales et de la région dans son ensemble, tout en préservant les potentialités que représentent l'agriculture et l'espace rural en terme économique, pour les conditions de vie des habitants et pour l'image de l'Île de France.

Deux points vont être abordés dans cette partie, les enjeux par types d'espaces et la trame d'un dispositif d'indicateurs qu'il serait souhaitable de mettre en place pour un meilleur suivi et pilotage de l'articulation entre l'urbanisation et le développement de l'espace rural dans une perspective d'aménagement du territoire.

41 - Synthèse des points-clés et enjeux par types d'espaces

Nous avons vu que les facteurs d'évolution, qu'ils soient internes ou externes à l'agriculture, différent selon les groupes de communes identifiés dans ce travail. Il en va de même pour les enjeux relatifs à l'articulation entre l'activité agricole et l'aménagement du territoire.

Nous présentons cette partie sous forme de fiches synthétiques pour les différents types d'espaces identifiés et analysés dans l'étude, à savoir :

- La Ceinture verte.
- La Grande couronne (hors ceinture verte).
- Les sept types d'agriculture.

Y sont présenté les trois facteurs d'évolution (état de l'agriculture, pressions urbaines, politiques), et sous forme de questions les enjeux stratégiques ou alternatifs.

Type d'espace

La Ceinture verte

Superficie agricole : 87.279 ha (MOS)
 Nombre d'exploitations :
 Actifs agricoles :
 % de la MBS régionale :

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
87.000 ha de Surf. Agricole	40% de l'espace est urbanisé	Volonté affichée de préservation d'espaces ouverts
17.700 ha perdus depuis 1982	1326 ha prélevés par an	Statut de l'agriculture ambigu dans les POS/PLU
Agriculture enclavée (33% de l'espace total)	Espaces forestiers bien préservés	Faiblesse des aides PAC
OTEX spécialisées en difficulté	Désorganisation de l'activité agricole	
Population vieillie	Fortement ressenties	

Enjeux stratégiques

***Acter le repli inexorable d'une agriculture résiduelle ?
 Préserver les dernières enclaves ouvertes ?***

Type d'espace

La Grande couronne

Superficie agricole : 538.407 ha (MOS)
 Nombre d'exploitations :
 Actifs agricoles :
 % de la MBS régionale :

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
<p>85% du potentiel agricole francilien</p> <p>Un recul modéré de la SAU depuis 1982 (2%)</p> <p>Grandes cultures et diversification ponctuelle</p> <p>Diversité des structures</p> <p>Diversités d'adaptations</p>	<p>15% seulement de l'espace est urbanisé</p> <p>Progression récente des prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> -habitat diffus -zones d'activités -infrastructures linéaires <p>Ressenties le long des axes et dans les vallées</p>	<p>Fort soutien de la PAC</p> <p>Agriculture durable</p> <p>Politique des « Bourgs et villages »</p> <p>Protections des espaces à forte valeur patrimoniale (PNR, ..)</p>

Enjeux stratégiques

Concilier agriculture productive et ruralité

Vers un scénario de partage des fonctions ?

Type d'espace

**Grandes exploitations sociétaires
à productivité élevée**

Communes ou groupes :	130
Superficie agricole (ha) :	167.000 (MOS) 172.000 (RA)
Nombre d'exploitations :	1191 (18,5%)
Actifs agricoles :	2579 UTA (21,3%)
% de la MBS régionale :	29,3%

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
150 ha de moyenne, modèle sociétaire très présent	Limitées sauf pour les grandes infrastructures	Gestion essentiellement agricole
73% de terres agricoles, faible recul depuis 1982	Croissance récente des prélèvements fonciers	Dépendance à la PAC et à la permanence des IAA
Dominante céréales et cultures industrielles	Fortement ressenties et anticipées	Bourgs et villages
Agriculture bien structurée et performante		Valeur patrimoniale peu reconnue sauf fraction PNR du Vexin
Population très formée		
Fortes capacités d'adaptation		

Enjeux stratégiques

Préserver le caractère durable de l'agriculture

Maîtriser l'agrandissement ?

Etude SEGESA/DRIAF/DREIF 2005

Type d'espace

Exploitations céréalières avec forte probabilité de reprise

Communes ou groupes :	158
Superficie agricole (ha) :	177.000 (MOS) 168.000 (RA)
Nombre d'exploitations :	1704 (26,5%)
Actifs agricoles :	2502 UTA (20,6%)
% de la MBS régionale :	25,3%

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
68% de la surface totale	Secteurs les plus éloignés du centre de l'agglomération parisienne	Gestion essentiellement agricole
Faible recul des terres		Dépendance forte à la PAC
Agriculture familiale	Emprises diffuses mais limitées, surtout autour des bourgs	
Système céréalier dominant		
Population jeune	Gênes faiblement ressenties	
Faible diversification		

Enjeux stratégiques

***Favoriser l'agrandissement ?
Accompagner la transition démographique
Renforcer la diversification ?***

Etude SEGESA/DRIAF/DREIF 2005

Type d'espace

Exploitations céréalières avec chefs âgés

Communes ou groupes :	201
Superficie agricole (ha) :	168.000 (MOS) 148.000 (RA)
Nombre d'exploitations :	1889 (29,4%)
Actifs agricoles :	2580 UTA (21,3%)
% de la MBS régionale :	22,1%

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
SAU = 56% de la surface totale	Assez fortes en lien avec une urbanisation pavillonnaire, les emprises routières et les espaces de loisirs	Préservation ponctuelle des espaces de qualité
Faiblesses structurelles	8700 ha prélevés entre 1982 et 1999	Faiblesse des interventions des collectivités
Nombreuses exploitations non-professionnelles	Fragmentation des terroirs agricoles	Aides de la PAC
Permanence de l'élevage	Gênes peu ressenties	
Population vieillie et manque de repreneurs		
Capacité limitée d'adaptation		

Enjeux stratégiques

***Limitations plus strictes de l'urbanisation ?
Relance de l'élevage ? Intensification ?
Aides à la reprise et à l'agrandissement ?***

Etude SEGESA/DRIAF/DREIF 2005

Type d'espace

Petites exploitations spécialisées menacées

Communes ou groupes :	49
Superficie agricole (ha) :	11.700 (MOS) 4800 (RA)
Nombre d'exploitations :	394 (6,1%)
Actifs agricoles :	875 UTA (7,2%)
% de la MBS régionale :	2,9%

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
15% de la surface totale, des terres à l'abandon	Très fortes à travers des prélèvements croissants et de fortes gênes pour les exploitants.	Préservation relative dans la ceinture verte et les périmètres d'intervention foncière
Agriculture enclavée dans le tissu urbain	- 200 ha par an avec une exploitation moyenne de 12 ha	Protection limitée des POS/PLU
Très petites exploitations, faible organisation collective	Contraintes fortement ressenties, mais rente de proximité pour la vente directe	Productions en majorité hors PAC
Fort recul de la SAU (-22% depuis 1982)	Prix élevé de la terre	
Faible compétitivité		
Population vieillie		
Fragilité importante		

Enjeux stratégiques

***Acter le repli inexorable d'une agriculture résiduelle ?
ou... préserver les dernières enclaves agricoles ?
Conversion vers une agriculture d'aménités***

Etude SEGESA/DRIAF/DREIF 2005

Type d'espace

**Initiatives d'intensification
vers des systèmes spécialisés**

Communes ou groupes :	48	
Superficie agricole (ha) :	39.000 (MOS)	37.000 (RA)
Nombre d'exploitations :	530 (8,2%)	
Actifs agricoles :	2250 (18,6%)	
% de la MBS régionale :	11,4%	

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
41% de SAU dans la surface totale	Forte pression à travers les axes de circulation et les zones de loisirs	Initiatives individuelles plus que collectives
5.500 ha perdus depuis 1982	326 ha urbanisés par an	Aides régionales
Investissements dans des ateliers spécialisés tournés vers la clientèle urbaine	Espaces forestiers bien préservés	Faiblesse relative des aides PAC
Salariat important	Pressions fortement ressenties	
Population assez vieillie		

Enjeux stratégiques

Favoriser le transfert de la ceinture spécialisée vers ces zones ?

Organisation des filières ?

Etude SEGESA/DRIAF/DREIF 2005

Type d'espace

**Diversification vers
une agriculture de services**

Communes ou groupes :	33
Superficie agricole (ha) :	24.200 (MOS) 18.500 (RA)
Nombre d'exploitations :	299 (4,6%)
Actifs agricoles :	656 UTA (5,4%)
% de la MBS régionale :	2,9%

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
37% de la surface totale	Pressions limitées sauf pour les loisirs	Initiatives individuelles plus que collectives
Recul limité des terres depuis 1982	Proximité d'espaces forestiers bien préservés	Quelques aides régionales et locales
Agriculture proche de la forêt ou de vallées	Fragmentation des terroirs agricoles	Faiblesse relative des aides PAC
Diversification marquée des exploitations		Mesures de protection de la forêt
Population jeune		
Faible poids économique		

Enjeux stratégiques

Favoriser le multifonctionnalité
Associer l'agriculture aux projets communaux

Etude SEGESA/DRIAF/DREIF 2005

Type d'espace

Exploitations en forte restructuration

Communes ou groupes :	52
Superficie agricole (ha) :	38.000 (MOS) 18.500 (RA)
Nombre d'exploitations :	425 (6,6%)
Actifs agricoles :	656 UTA
% de la MBS régionale :	6,0 %

Les trois facteurs d'évolution

État de l'Agriculture	Pressions urbaines	Politiques
35% de la surface totale	25% de l'espace est urbanisé	Pas de politiques spécifiques
Assez fort recul de la SAU depuis 1982	Pressions de l'habitat dans des sites de vallées ou en lisières	
Forte disparition de terres et/ou d'exploitations	Réorganisation de l'activité agricole restante	
Fortes surfaces vacantes ?		
Type spécifique		

Enjeux stratégiques

Accompagnement des exploitations en mutation ?

Etude SEGESA/DRIAF/DREIF 2005

42 - Nécessité d'un dispositif d'indicateurs

Le cahier des charges de cette étude demandait une réflexion et des propositions sur un dispositif d'indicateurs propre à assurer le suivi des enjeux dégagés par le travail. Cette question des indicateurs n'est pas nouvelle. En 1994 un outil d'Observation de la consommation des espaces agricoles et naturels (OCEAN) a été mis en place à l'initiative de l'administration et de la profession pour l'Île de France. Elle est aussi présente dans le « Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux » qui a proposé un indicateur pour chacun des 10 enjeux retenus¹¹, en s'appuyant notamment sur une enquête réalisée auprès des DIREN et des DRAF en 2001, et sur le rapport d'une équipe de l'ENGREF¹². Notons que les enjeux du SSCENR sont plus larges que ceux évoqués ici.

Au-delà des divergences dans certains chiffres produits par ces dispositifs, ces instruments ont regroupé des informations jusque là dispersées, mais n'ont pas répondu à toutes les attentes dans la mesure ou ils ont plutôt révélé des constats à posteriori, que permis de mieux anticiper et orienter les décisions et l'action publique en fonction d'une évolution rapide.

Un indicateur est un chiffre (ou un fait) qui simplifie ou résume un ensemble de données ; il est donc par nature réducteur d'une réalité plus complexe. Dans ce domaine, on peut rappeler que les qualités d'un bon indicateur sont :

- sa pertinence par rapport au phénomène observé, notamment en fonction de l'échelle géographique retenue,
- sa fiabilité dans l'espace et dans le temps (définition claire, pas de changement dans les définitions et protocoles de recueil, observation rigoureuse),
- son actualité c'est à dire qu'il est produit le plus près possible de sa date d'observation et du moment où il est utilisé,
- sa faisabilité, ce qui en l'occurrence impose en général de se situer au maximum dans le cadre d'informations déjà saisies lors d'activités administratives ou de recensements réguliers,
- son caractère pédagogique pour qu'il puisse être facilement compris par les acteurs et les décideurs.

Au sein d'une région comme l'Île de France, si on veut donner tout son sens à un dispositif d'indicateurs pour aider au pilotage et à l'évaluation de l'action publique dans le domaine de l'aménagement du territoire et dépasser le simple constat « ex post » de ce qui s'est produit, il faut en premier lieu assortir l'énoncé des stratégies (axes stratégiques, grands objectifs, ...) et des programmes d'actions (mesures, sous-mesures, ...) d'indicateurs d'objectifs chiffrés ou pour le moins référencés (faire mieux que la moyenne, par exemple).

Il ne nous appartient pas ici de proposer de tels objectifs, mais de nombreux thèmes s'y prêtent dans le domaine qui nous intéresse ici, comme :

- le maintien d'un certain niveau de terres agricoles,

11 Voir document MEDD/D4E de juin 2002

12 Voir « Le périurbain, un nouvel enjeu territorial ; quels indicateurs pour le suivi des politiques » C. Biber, L. Lafond, F. Munoz, février 2001.

- le prélèvement annuel de sols pour l'urbanisation,
- la densité maximale des constructions dans les zones rurales,
- la proportion des forêts à maintenir,
- la dimension minimale de l'îlot de culture que l'on souhaite préserver,
-

A ces objectifs quantifiés pour la région dans son ensemble s'ajoutent naturellement des objectifs localisés qui sont une partie importante du SDRIF et qui peuvent aussi faire l'objet d'indicateurs particuliers.

Pour améliorer le suivi, orienter le pilotage et permettre une évaluation à terme des objectifs atteints, nous proposons que soit développé un dispositif autour de trois types d'indicateurs :

- **des indicateurs de suivi**, qui doivent permettre chaque année de faire le point sur les évolutions en cours et sur l'écart en tendance et en rythme avec les objectifs fixés.
- **des indicateurs d'anticipation** (ou d'alerte) qui doivent permettre de prévenir des accélérations ou renversements de tendances susceptibles d'impliquer des actions correctrices, une révision des modalités de mise en œuvre des actions, voire des objectifs.
- **des indicateurs de résultat**, qui peuvent être quantitatifs ou qualitatifs, permettant à terme d'évaluer l'atteinte des objectifs -notamment qualitatifs- fixés initialement.

Ce dispositif doit concerner l'ensemble de l'Île de France, avec des compléments sur les lieux les plus sensibles : Ceinture verte, sites d'agriculture enclavée dans le tissu urbain, sites naturels sensibles, ...

Nous allons les décliner autour de 8 thèmes

- (1) Préserver et sécuriser la SAU
- (2) Assurer le renouvellement des exploitations agricoles
- (3) Maintenir l'emploi dans les filières agricoles
- (4) Valoriser la production dans un contexte de viabilité économique
- (5) Maintenir la diversité et diversifier l'agriculture
- (6) Les forêts
- (7) Les espaces sensibles
- (8) Les espaces ruraux

Dispositif d'indicateurs (1)

Enjeux / Objectifs : Préserver et sécuriser la SAU

Maintenir un niveau acceptable de terres agricoles dans la région au regard des besoins de l'agriculture et de la qualité des paysages

Indicateurs de suivi			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Superficie des terres agricoles	R	annuelle	TERUTI (SAU)
Superficie agricole	D	4 ans	MOS (postes 4 à 8)
Transactions vers le non agricole (DIA= Déclarations d'intention d'aliéner)	R	annuelle	SAFER
Observations : Augmenter le nombre d'observations dans TERUTI, surtout dans les zones en mutation			

Indicateurs d'anticipation/alerte			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Consommation des espaces « urbanisables »	D	annuelle	DRE
Nombre de communes < à 2000 hab en révision de POS/PLU	D	annuelle	DRE
Autorisations de construire dans les communes < à 2000 hab	D	annuelle	DRE
Evolution du prix des terres agricoles	R	annuelle	SCEES
Observations : par espaces « urbanisables » nous entendons des espaces Na et Nb des POS et leurs équivalents dans les PLU			

Indicateurs de résultats			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Rythmes d'évolution et inflexions ind. suivi	R/D	5 ans	Indicateurs de suivi
Part des espaces non agricoles et non forestiers dans les sols nouvellement « urbanisés »	réel	5 ans	MOS
Evolution du mitage		5 ans	Indicateur à construire (voir étude ENGREF)
Observations : Il s'agit d'évaluer les changements dans les modalités de consommation des terres par l'urbanisation			

Dispositif d'indicateurs (2)

Enjeux / Objectifs : Assurer le renouvellement des exploitations

Assurer la pérennité des exploitations agricoles sous l'angle de la démographie

Indicateurs de suivi			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Nombre d'exploitants agricoles	R	annuelle	Enquêtes agricoles
Nombre de nouveaux chefs d'exploitations	R	annuelle	MSA
Nombre de DJA	R	annuelle	ADASEA/CNASEA
Observations : Etudier la possibilité d'un suivi des installations hors DJA			

Indicateurs d'anticipation/Alerte			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Nombre d'enfants nés dans les familles d'exploitants agricoles	R	annuelle	MSA
Nombre d'aides familiaux dans les exploitations agricoles	R	annuelle ?	Enquêtes agricoles
Observations : le renouvellement des exploitants s'effectue essentiellement dans le cadre des familles agricoles			

Indicateurs de résultats			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Différentiels des taux d'évolution par rapport à la moyenne nationale	R	5 ans	Indicateurs de suivi
Observations : Il est difficile de fixer un objectif en terme de nombre de chefs d'exploitations car le maintien du potentiel de production peut se réaliser dans différentes hypothèses de structures.			

Dispositif d'indicateurs (3)

Enjeux / Objectifs : Maintenir l'emploi dans les filières agricoles

L'agriculture et ses activités connexes sont susceptibles d'apporter des emplois diffus dans le tissu rural, il est souhaitable de les préserver.

Indicateurs de suivi			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Nombre d'actifs agricoles familiaux	R	annuelle	MSA
Nombre d'emplois salariés agricoles	R	annuelle	MSA
Nombre d'emplois salariés dans les IAA	D	annuelle	UNISTATIS
Observations : des contacts sont à prendre avec la MSA pour examiner les conditions de mise à disposition de ces informations			

Indicateurs d'anticipation/Alerte			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Effectifs scolarisés dans l'enseignement agricole	R	annuelle	Ministère de l'Agriculture
Salaires dans l'agriculture	R	annuelle	Centres de gestion
Délocalisation d'IAA hors région	R	annuelle	Observation
Observations :			

Indicateurs de résultats			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Différentiels des taux d'évolution par rapport à la moyenne nationale	R	5 ans	Indicateurs de suivi
Observations : les déterminants sont en large partie extra régionaux, une veille est à assurer			

Dispositif d'indicateurs (4)

Enjeux / Objectifs : Valoriser la production dans un contexte de viabilité économique

Les exploitations doivent être économiquement viables et l'agriculture doit assurer des revenus acceptables aux exploitants agricoles.

Indicateurs de suivi			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Evolution de la valeur ajoutée agricole	R	annuelle	Comptes de l'agriculture
Indicateurs économiques	R	annuelle	RICA
Observations :			

Indicateurs d'anticipation/Alerte			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Prix des céréales	R/N	annuelle	ONIC
Accroissement des charges d'exploitation	R	annuelle	Centres de gestion
Demandes d'échéancier de paiement MSA	R	annuelle	MSA
Observations : la procédure « agriculteurs en difficulté » comporte d'autres indicateurs			

Indicateurs de résultats			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Revenu agricole	R	annuelle	RICA
Observations :			

Enjeux / Objectifs : Maintenir la diversité et diversifier l'agriculture

Il est souhaitable de rendre l'agriculture francilienne moins dépendante de la PAC et de mieux répondre aux attentes des urbains en diversifiant les systèmes agricoles.

Indicateurs de suivi			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Superficies en cultures spéciales	R	annuelle	Statistique agricole
Collecte laitière	R	annuelle	Statistique agricole
Nombre d'exploitations pratiquant des activités de services	D	annuelle	Fédérations régionales

Observations : des contacts sont à nouer avec les organisations qui fédèrent les différentes activités de services.

Indicateurs d'anticipation/Alerte			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Abandon/progression des prairies	D	annuelle	TERUTI
Abandons de terres dans la Ceinture verte	réel	4 ans	MOS
Organisation des filières			

Observations : L'organisation des filières doit être suivie de manière qualitative pour identifier des structures qui s'affaiblissent et d'autres en émergence.

Indicateurs de résultats			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Evolution de la part des exploitations à dominante céréalière (OTEX)	R	5 ans	DRIAF
Evolution comparée des différentes OTEX	5	5 ans	DRIAF

Observations : La diversification doit se traduire par un recul des exploitations purement céréalières

Dispositif d'indicateurs (6)

Enjeux/ Objectifs : Les forêts

Préserver le capital forestier de la Région, et mieux l'utiliser, comme « coupures vertes », éléments structurant du paysage et couloirs écologiques.

Indicateurs de suivi			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Superficie en forêt	D	4 ans	MOS / DRIAF
Superficie des forêts privées	D	A	
Espaces boisés classés	D	A	DIREN
Observations : des éléments devraient être recueillis sur le morcellement et la discontinuité des espaces boisés			

Indicateurs d'anticipation/Alerte			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Autorisations de défrichement	D	annuelle	DDAF/DRIAF
Superficies avec Plans de gestion	R		CRPF
Observations :			

Indicateurs de résultats			
Nature	<u>Niveau</u>	<u>Périodicité</u>	Source
Superficie des forêts ouvertes au public			
Observations :			

Dispositif d'indicateurs (7)

Enjeux/ Objectifs : Les espaces sensibles

Une surveillance renforcée doit être assurée vis-à-vis des espaces qui présentent des enjeux particuliers (PNR, enclaves agricoles, ...)

Indicateurs de suivi

Indicateurs des fiches précédentes sur des zooms

Nature	Niveau	Périodicité	Source
Indicateurs précédents établis à un niveau plus fin			Voir autres fiches
Observations : Le niveau d'observation sera adapté en fonction de la nature des espaces			

Indicateurs d'anticipation/Alerte

Indicateurs des fiches précédentes sur des zooms

Nature	Niveau	Périodicité	Source
Nombre d'espaces/sites menacés Nombre de communes sans exploitations			Voir plus haut
Observations : La plupart des indicateurs mobilisés dans les autres fiches sont à utiliser			

Indicateurs de résultats

Nature	Niveau	Périodicité	Source
Evolution des superficies agricoles et forestières dans la ceinture verte	Ilot de culture	4 ans	MOS

Enjeux / Objectifs : Assurer le développement de l'espace rural

Permettre le développement d'une économie locale et assurer un cadre de vie de qualité pour le développement d'une fonction résidentielle dans les divers types d'espaces ruraux.

Indicateurs de suivi			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Nombre d'établissements non agricoles	CR	annuelle	UNISTATIS
Emplois salariés	CR	annuelle	UNISTATIS
Construction neuve	CR	annuelle	SITADEL

Observations : il s'agit de suivre les activités dans les communes et non la population active. Les indicateurs devraient être établis pour les divers types de communes rurales (CR) identifiées dans le rapport.

Indicateurs d'anticipation/Alerte			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
Taux de chômage	CR	annuelle	ANPE
Disparition des services publics	CR	annuelle	Administrations
% de communes en Intercommunalité	CR	annuelle	Préfecture de Région

Observations : Les indicateurs devraient être établis pour les divers types de communes rurales identifiées dans le rapport.

Indicateurs de résultats			
Nature	Niveau	Périodicité	Source
% de communes rurales en dépopulation	R	5 ans	Enquêtes de recensement

Observations : Les indicateurs devraient être établis pour les divers types de communes rurales identifiées dans le rapport.

Conclusion

Si on se place dans une **vision prospective**, l'espace rural de l'Île-de-France, en association étroite avec son agriculture, remplit différentes fonctions, qui toutes concourent à une meilleure attractivité et compétitivité de la Région, mais qui entrent souvent en compétition entre elles, et qui doivent s'adapter au contexte de fort développement de la partie centrale :

- une fonction productive (avec sa puissante agriculture et les activités qui en découlent) menacée dans son assiette foncière et dans son renouvellement démographique
- une fonction résidentielle (développement de zones d'habitat représentant une certaine qualité du cadre de vie, ...) en expansion, dont la dynamique s'exprime sur tout le territoire et qui relève de nombreux décideurs
- une fonction récréative (espaces de loisirs) et patrimoniale (paysages et espaces de nature) encore insuffisamment définie, valorisée et préservée dans ce qu'elle a de plus spécifique.

Les réflexions sur le développement possible de ces trois fonctions qui ont déjà été conduites dans le cadre de différents groupes de prospective de la DATAR (Agriculture 2015, Espaces ruraux et société urbanisée) et dans le cadre du Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux de l'Île de France, ont montré qu'elles ne pouvaient pas spontanément s'équilibrer et qu'elles nécessitent une intervention publique adaptée qui prennent en compte les intérêts de tous, dans une stratégie de développement durable.

La présente étude a montré que le développement de ces fonctions se produit de manière différenciée selon les territoires et qu'il a des conséquences variables pour l'évolution de l'agriculture selon les communes. Le souci de préservation de l'agriculture et de l'espace rural ne doit naturellement pas être un principe en soi ni un frein au développement régional, mais il doit être présent dans les enjeux et dans la mise en œuvre des outils de la politique d'aménagement de territoire. Il ne doit également pas s'exprimer sous la seule forme de contraintes réglementaires car les mutations qui découlent du processus d'urbanisation sont considérables et nécessitent des adaptations dans le temps et un accompagnement pour les acteurs de base.

quels enjeux agricoles pour le SDRIF ?

Cette étude n'a pas vocation à définir les enjeux agricoles d'un schéma qui par nature engage un large partenariat. On peut toutefois suggérer quelques points forts qui découlent des résultats de l'étude qui a été conduite.

- Maintenir un potentiel de production et d'emploi dans l'agriculture

L'agriculture demeure en Île de France un secteur économique viable, avec des entreprises en majorité performantes qui contribuent au maintien d'un emploi dispersé dans les plus petites communes. Elle dispose en outre d'un potentiel unique par la qualité agronomique de ses sols.

- Reconnaître et promouvoir la diversité des modèles agricoles

L'agriculture francilienne était historiquement diversifiée avec sa ceinture maraîchère et ses productions adaptées au contexte de chaque région. Le modèle céréalier s'est progressivement imposé dans le paysage et dans les systèmes de production. Il est souhaitable de promouvoir une plus large diversité des modèles agricoles qui pourront ainsi mieux trouver leur place et préserver la qualité des paysages. • Réussir le développement durable

L'agriculture de cette région est partout inscrite dans des territoires fortement peuplés. Elle contribue, qu'elle le veuille ou non, aux aménités de proximité comme à l'équilibre global de l'écosystème métropolitain.

- Mieux associer l'agriculture au développement rural

Les dynamiques résidentielles, dont il faut maîtriser le développement et l'impact, marquent l'ensemble du territoire régional. Il faut les rendre compatibles avec la fonction productive, qui doit rester l'axe principal de l'économie d'une majorité d'exploitations. Il faut cependant réussir la complémentarité des deux fonctions et encourager la multifonctionnalité des exploitations qui permet plus de souplesse dans des contextes particuliers.

- Innover dans les orientations et les systèmes

La proximité d'un marché urbain considérable doit encourager à chercher des solutions alternatives aux modèles fondés sur les aides de la PAC, qui soient compatibles avec l'enclavement des terres, qui répondent aux aspirations des populations en matière de services.

- Accompagner les mutations

Les prescriptions, comme la plus grande rigueur d'une planification locale de l'usage des sols ne suffiront pas à résoudre le problème du maintien de l'agriculture dans le contexte particulier de la périphérie de l'agglomération. Il faut accompagner les mutations et les acteurs par des aides financières comme le fait déjà le Conseil Régional